

Communiqué de presse suite au CDEN 76 du 29 septembre 2025  
**Le Président du Département M. Bellanger refuse le dialogue social !**

Alors que le CDEN de Seine-Maritime se réunissait le 29 septembre 2025 pour voter les dotations de fonctionnement des collèges, l'ensemble des organisations syndicales représentées (FSU, FNEC-FP-FO, UNSA Education et CGT) ont souhaité d'**une seule voix** interpeller le président du département, la DASEN et la préfecture sur la situation urgente des **jeunes Mineurs Non Accompagnés (MNA)** présents à Rouen et non scolarisés depuis plusieurs mois. **Le président Bellanger n'a pas daigné apporter de réponse !**

Dans la déclaration ci-jointe, l'ensemble des organisations syndicales a rappelé que :

- le **Département 76**, par l'intermédiaire du CAPS, refuse de reconnaître comme mineurs de nombreux jeunes arrivants, sous prétexte que leur pays d'origine émettrait de faux papiers. Ce jugement hâtif a été maintes fois cassé par le juge des mineurs (une quinzaine de cas en quelques mois). Mais le Département s'obstine, faisant perdre à ces jeunes de nombreux mois de prise en charge et de scolarité.
- le **Rectorat de Normandie** se range derrière l'avis du Département au lieu d'évaluer lui-même la minorité des jeunes en droit d'être scolarisés et refuse donc la scolarisation à de nombreux mineurs présumés.
- même lorsqu'une affectation scolaire est prononcée, les dysfonctionnements d'organisation de l'**ASE** ne permettent pas une scolarisation effective des jeunes.

A la suite de cette déclaration, les **représentants de parents d'élèves** et les **élus d'opposition** ont eux-aussi demandé des explications et des réponses sur la situation des jeunes mineurs isolés non scolarisés dans notre département.

Le Président du Conseil Départemental a alors décidé de **passer à l'ordre du jour sans répondre** à ces sollicitations. La DASEN a observé le même silence.

Après une **suspension de séance**, l'ensemble des représentants syndicaux et des représentants de parents d'élèves ont menacé de quitter la séance si le Président n'apportait pas de réponse au sujet des MNA.

M. Bellanger a alors confirmé que ce point n'étant pas à l'ordre du jour, il ne répondrait pas à cette déclaration, **refusant tout dialogue** avec les partenaires sociaux et laissant à la rue et loin de notre école républicaine les mineurs que l'on devrait protéger.

Devant ce méprisant refus catégorique de dialogue social, les représentants des personnels et des parents d'élèves ont décidé de **quitter la séance** et d'aller apporter leur soutien au collectif des Jeunes Mineurs non accompagnés, rassemblé pacifiquement devant les grilles du Conseil départemental, sous la menace disproportionnée de nombreux policiers suréquipés. Le collectif scandait simplement : « **Et qu'est-ce qu'on veut ? L'école. Et qu'est-ce qu'on veut ? Le logement.** » Ce devrait être une évidence pour tous les enfants. Dans le Département de Seine-Maritime, c'est un vœu pieux.

Pour la FSU : Léon Lefrançois - 06 07 08 84 59 - 76@normandie.snes.edu

Pour la FCPE : Anthony Berthelot – 02 35 70 60 65 – fcpe.cdpe.76@orange.fr

Pour la FNEC FP FO : Yves Dosdat - 06 11 39 41 04 - sn-fo-lc.rouen@wanadoo.fr

Pour l'UNSA Education : Pascale Massines – 76@unsa-education.org

Pour la CGT Education : Olaf Van Aken – 06 50 02 42 25 - 76@cgteduc.fr

Pour Sud Education : Marie-Hélène Duverger – 06 86 73 37 10 – sudeduc@sudeduc7627.org